

## **Organisateur de l'activité**

- **Nom**  
Morozova-Friha
- **Prénom**  
Lena
- **Raison sociale**  
EuropaNova

## **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
consultation citoyenne auprès des directeurs des affaires publiques et européennes
- **Description de l'activité**  
Le 30 mai 2018 s'est tenue une consultation rassemblant une quarantaine de directeurs des affaires publiques et européennes d'entreprises autour de la Députée Valérie Gomez-Bassac et de la Secrétaire Générale des affaires européennes, Sandrine Gaudin.

Cette consultation s'est déroulée à la représentation en France de la Commission européenne et a été accueillie par Isabelle Jégouzo.

- **Date et heure**  
30/05/2018 à 18h30
- **Lieu**  
Représentation Permanente de la Commission Européenne à Paris
- **Nombre de participants**  
40

- **Catégories de publics présents**  
Directeurs des affaires publiques et européennes
  
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Denis Simonneau, Stéphane Cossé, Laurent Mazille, Valérie Gomez-Bassac, Sandrine Gaudin
  
- **Thèmes évoqués**
  - Les origines de l'UE
  - Le cadre européen des entreprises
  - La coordination entre le gouvernement et les entreprises
  - La communication au niveau européen
  - La recherche et la politique industrielle au sein de l'UE
  - L'élargissement de l'UE
  - Le code européen des affaires
  - L'harmonisation sociale en Europe
  - La promotion de l'entrepreneuriat
  - La concurrence

## Synthèse de l'activité

- **Pistes de proposition formulées**
  - ⊗ L'Europe, c'est la paix. Un point abordé par plusieurs participants est l'origine de l'Union européenne, c'est-à-dire le rapprochement de plusieurs Etats après la guerre, à commencer par la France et l'Allemagne. Ce fondement de l'Europe ne doit en aucun cas être oublié.
  
  - ⊗ L'Europe est importante. L'Union est importante pour la majorité des entreprises représentées (allant des grands groupes à la PME). Selon les secteurs, de nombreuses entreprises se situent nécessairement dans un cadre européen. Se pose cependant la question de la transposition des textes européens. La France prend parfois des décisions isolées qui ont un impact important pour les entreprises. Il s'agit ici de la surréglementation.
  
  - ⊗ La France doit reprendre sa place dans l'Union. A l'image de l'Allemagne, il faut travailler sur la coordination Gouvernement/entreprises afin de peser dans les décisions au niveau européen.
  
  - ⊗ L'Europe connaît un problème de communication. Les entreprises doivent communiquer davantage sur ce que fait l'Europe afin de contribuer à ce qu'il s'opère une prise de conscience au niveau des citoyens européens. Par ailleurs, la France a tendance à s'approprier certaines réussites qui reviennent en fait à l'Union et cela doit changer (par exemple en matière de fonds européens).
  
  - ⊗ L'Europe décroche-t-elle dans certains domaines ? L'idée qui revient constamment

est que l'Europe est soit dépassée, soit trop petite. C'est le cas notamment en matière de recherche mais aussi de politique industrielle. Et cela concerne à la fois les petites entreprises qui se développent sur l'innovation et les grandes entreprises, qui cherchent à conserver leur compétitivité. En bref, l'Union ne serait plus porteuse de croissance. Ce discours est contredit par celui des institutions, qui essaient de montrer qu'il y a énormément de potentiel et qui mettent en avant un large marché de consommateurs.

⊗ L'Europe est devenue trop large. Une inquiétude s'exprime et les pro-européens doivent élever la voix face au populisme et au regain du protectionnisme. L'élargissement est à la source, parmi d'autres, de cette situation. Dans le débat entre élargissement et approfondissement, il faut choisir le second, sous des conditions et un périmètre à définir bien entendu.

⊗ L'Europe doit réagir. Face à la difficulté d'obtenir un consensus à 27, il faudrait plutôt favoriser la création de cercles restreints qui s'agrègent et avancent ensemble, tout en laissant à d'autres la possibilité de venir se rattacher à eux petit à petit.

⊗ L'Europe doit promouvoir un droit des affaires plus unifié. En matière de droit des affaires, les entreprises européennes ont besoin d'un projet qui rapproche, et ce, pas seulement en ce qui concerne les marchés ou la finance. C'est l'idée du code européen des affaires. Un droit unifié dans un marché de plus de 500 millions de consommateurs permettrait certainement à l'UE d'avoir ses propres GAFAs.

⊗ L'Europe doit progresser vers une harmonisation sociale. S'accorder sur un ensemble de bases en matière sociale est également particulièrement important afin de favoriser les échanges au sein du marché intérieur.

⊗ L'Europe doit promouvoir l'entrepreneuriat. Cela pourrait passer par la mise en place d'un « Erasmus des entrepreneurs ».

⊗ L'Europe doit être plus agressive. Par exemple, le RGPD est actuellement en train de s'imposer comme un standard mondial. Si l'Union parvient à cela, c'est parce qu'elle partage des valeurs sur la scène internationale. De fait, elle ne doit pas se freiner elle-même alors que se joue une guerre économique sur l'innovation, le numérique et l'intelligence artificielle. Au contraire, il est aujourd'hui nécessaire de penser au niveau européen pour être à la hauteur des acteurs étrangers. La concurrence doit se faire au niveau mondial, et non en interne.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

- La France prend parfois des décisions isolées qui ont un impact important pour les entreprises.

- L'Europe connaît un problème de communication

- L'Europe est "petite" ou "dépassée" sur certains domaines, n'arrivant plus à être porteuse de croissance

- Le populisme et le protectionnisme en Europe

- **Pistes de proposition formulées**

⊗ L'Europe, c'est la paix. Un point abordé par plusieurs participants est l'origine de l'Union européenne, c'est-à-dire le rapprochement de plusieurs Etats après la guerre, à commencer par la France et l'Allemagne. Ce fondement de l'Europe ne doit en aucun cas être oublié.

⊗ L'Europe est importante. L'Union est importante pour la majorité des entreprises représentées (allant des grands groupes à la PME). Selon les secteurs, de nombreuses entreprises se situent nécessairement dans un cadre européen. Se pose cependant la question de la transposition des textes européens. La France prend parfois des décisions isolées qui ont un impact important pour les entreprises. Il s'agit ici de la surréglementation.

⊗ La France doit reprendre sa place dans l'Union. A l'image de l'Allemagne, il faut travailler sur la coordination Gouvernement/entreprises afin de peser dans les décisions au niveau européen.

⊗ L'Europe connaît un problème de communication. Les entreprises doivent communiquer davantage sur ce que fait l'Europe afin de contribuer à ce qu'il s'opère une prise de conscience au niveau des citoyens européens. Par ailleurs, la France a tendance à s'approprier certaines réussites qui reviennent en fait à l'Union et cela doit changer (par exemple en matière de fonds européens).

⊗ L'Europe décroche-t-elle dans certains domaines ? L'idée qui revient constamment est que l'Europe est soit dépassée, soit trop petite. C'est le cas notamment en matière de recherche mais aussi de politique industrielle. Et cela concerne à la fois les petites entreprises qui se développent sur l'innovation et les grandes entreprises, qui cherchent à conserver leur compétitivité. En bref, l'Union ne serait plus porteuse de croissance. Ce discours est contredit par celui des institutions, qui essaient de montrer qu'il y a énormément de potentiel et qui mettent en avant un large marché de consommateurs.

⊗ L'Europe est devenue trop large. Une inquiétude s'exprime et les pro-européens doivent élever la voix face au populisme et au regain du protectionnisme. L'élargissement est à la source, parmi d'autres, de cette situation. Dans le débat entre élargissement et approfondissement, il faut choisir le second, sous des conditions et un périmètre à définir bien entendu.

⊗ L'Europe doit réagir. Face à la difficulté d'obtenir un consensus à 27, il faudrait plutôt favoriser la création de cercles restreints qui s'agrègent et avancent ensemble, tout en laissant à d'autres la possibilité de venir se rattacher à eux petit à petit.

⊗ L'Europe doit promouvoir un droit des affaires plus unifié. En matière de droit des affaires, les entreprises européennes ont besoin d'un projet qui rapproche, et ce, pas seulement en ce qui concerne les marchés ou la finance. C'est l'idée du code européen des affaires. Un droit unifié dans un marché de plus de 500 millions de consommateurs permettrait certainement à l'UE d'avoir ses propres GAFAs.

⊗ L'Europe doit progresser vers une harmonisation sociale. S'accorder sur un ensemble de bases en matière sociale est également particulièrement important afin de

favoriser les échanges au sein du marché intérieur.

⊖ L'Europe doit promouvoir l'entrepreneuriat. Cela pourrait passer par la mise en place d'un « Erasmus des entrepreneurs ».

⊖ L'Europe doit être plus agressive. Par exemple, le RGPD est actuellement en train de s'imposer comme un standard mondial. Si l'Union parvient à cela, c'est parce qu'elle partage des valeurs sur la scène internationale. De fait, elle ne doit pas se freiner elle-même alors que se joue une guerre économique sur l'innovation, le numérique et l'intelligence artificielle. Au contraire, il est aujourd'hui nécessaire de penser au niveau européen pour être à la hauteur des acteurs étrangers. La concurrence doit se faire au niveau mondial, et non en interne.

### **Facultatif**

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**  
[Not answered]